

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 31/10/08

NOTE 1. PRINCIPES COMPTABLES ET ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PÉRIODE

Les comptes consolidés publiés au titre du premier semestre 2008-2009 sont établis en conformité avec les normes comptables internationales IFRS.

Ces comptes ont été arrêtés le 19 février 2009 par le conseil d'administration.

Les mêmes principes comptables sont appliqués pour les comptes annuels et les comptes semestriels

1.1. Périmètre et méthodes de consolidation

Toutes les sociétés comprises dans le périmètre clôturent leur exercice au 30 avril. Un arrêté semestriel est réalisé pour l'ensemble de ces sociétés au 31 octobre. Compte tenu du contrôle exclusif, toutes les sociétés du groupe sont consolidées par intégration globale.

1.2. Évènements significatifs de la période

1.2.1 Sortie de la société Porenvel (au Portugal) du périmètre de consolidation au 1er mai 2008

Compte tenu de la faible contribution de cette société aux résultats du groupe, la société Porenvel a été cédée à un tiers le 27 août 2008 avec effet au 1er mai 2008 pour une valeur légèrement inférieure aux valeurs nettes comptables consolidées, hors écarts d'acquisition.

Sur les comptes de l'exercice clos le 30 avril 2008, le bénéfice de l'activité de cette filiale s'élevait à 20 K€ pour un chiffre d'affaires de 1 239 K€.

La décision de cession étant postérieure au 30 avril 2008, les éléments d'actifs (1 049 K€) et de passifs (251 K€) de cette filiale (dont les valeurs n'étaient pas significatives) n'ont pas été reclassés en « Actifs et Passifs destinés à être cédés » dans le bilan consolidé au 30 avril 2008.

Les incidences de cette cession sur les comptes consolidés sont couvertes par une dépréciation d'actifs de 67 K€ et une dépréciation des écarts d'acquisition de 183 K€ constituées à cet effet dans les comptes au 30 avril 2008.

1.2.2 Provision pour engagements de retraite

La convention collective dont dépend le Groupe Diffusion Plus fixe le montant de l'indemnité de fin de carrière des salariés à 50% du montant de l'indemnité légale de licenciement.

La loi n° 2008-596 du 25 juin 2008 portant modernisation du marché du travail a doublé le mode de calcul de l'indemnité légale de licenciement et le Groupe a, par conséquent, doté un complément de provision pour engagement retraite de 610 K€ au 31 octobre 2008.

1.3. Présentation des états financiers

Comparativement au 30 Avril 2008, aucune modification n'a été apportée dans la présentation des états financiers sur ce semestre.

1.4. Méthodes de conversion

- Comptabilisation des opérations en devises dans les comptes des sociétés consolidées : toutes nos transactions sont libellées en euros.
- Conversion des états financiers des filiales étrangères : les états financiers des filiales étrangères sont établis en euros.

1.5. Compte de résultat

1.5.1 Chiffre d'affaires

Compte-tenu du délai relativement court d'exécution de nos prestations, le chiffre d'affaires est reconnu à l'achèvement de la prestation et à son acceptation par le client.

1.5.2 Autres produits et charges d'exploitation

Cette rubrique regroupe les variations des travaux en cours, les productions immobilisées, les dividendes reçus, les plus ou moins values de cessions d'actifs incorporels et corporels, les subventions.

Elle regroupe également les pertes sur créances douteuses, nettes de reprises de dépréciations.

1.5.3 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation correspond au chiffre d'affaires diminué des achats consommés et charges externes, des impôts et taxes, des charges de personnel, des dotations aux amortissements, des dépréciations et provisions d'exploitation et après prise en compte des autres produits et charges d'exploitation (notamment variations des travaux en cours,

production immobilisée et résultats sur cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles).

1.5.4 Autres produits et charges non courants

Le poste autres produits et charges non courants comprend des éléments qui ne sont pas récurrents.

1.5.5 Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel se calcule à partir du résultat d'exploitation et intègre les autres produits et charges non courants.

1.5.6 Coût de l'endettement financier net

L'endettement financier net est constitué de l'ensemble des emprunts et des dettes financières courants et non courants, diminué de la trésorerie.

Le coût de l'endettement financier net est constitué des charges et des produits générés par les éléments constitutifs de l'endettement financier net pendant la période, y compris les résultats de couverture de taux d'intérêts.

1.5.7 Impôt sur les résultats

La charge d'impôt sur les résultats correspond à la somme des impôts exigibles de chaque entité fiscale consolidée, corrigée des impositions différées. Celles-ci sont calculées sur toutes les différences temporaires entre la base fiscale et la base comptable consolidée des actifs et passifs, selon une approche bilantielle avec application du report variable.

Elles sont évaluées en utilisant le taux d'impôt et les règles fiscales en vigueur à la clôture et applicables lorsque les différences temporaires se résorberont.

Le régime français d'intégration fiscale permet à certaines sociétés françaises du groupe de compenser leurs résultats imposables pour la détermination de la charge d'impôt d'ensemble, dont seule la société intégrante Groupe Diffusion Plus SA, reste redevable.

1.5.8 Résultats par action

Le calcul des résultats nets par action est établi selon les règles édictées par l'IAS 33.

Les résultats nets par action sont obtenus à partir du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, déduction faite du nombre moyen d'actions auto détenues qui sont classées en diminution des capitaux propres.

La société n'a pas émis d'instruments financiers dilutifs.

1.6 Bilan Actif

1.6.1 Immobilisations incorporelles

- Écarts d'acquisition

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition.

Les actifs et passifs de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les écarts d'évaluation identifiés lors de l'acquisition sont comptabilisés dans les postes d'actifs et passifs concernés.

L'écart résiduel représentatif de la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part du Groupe dans l'évaluation à la juste valeur des actifs et des passifs identifiés est comptabilisé en écarts d'acquisition.

Les écarts d'acquisition ne sont plus amortis conformément à la norme IFRS 3 «regroupements d'entreprises». Ils font l'objet d'un test de perte de valeur lorsqu'un événement défavorable intervient, et au moins une fois par an à l'occasion de la clôture des comptes annuels.

Les tests de dépréciation consistent à comparer les actifs nets comptables y compris les écarts d'acquisition et leur valeur recouvrable.

Les dépréciations relatives aux écarts d'acquisition sont irréversibles.

- Frais de recherche et de développement

Le Groupe continue de développer un logiciel permettant de faciliter les opérations de marketing d'entreprises à réseau. Il développe également un logiciel permettant d'externaliser toutes les tâches liées à l'impression et à l'envoi de courriers égrenés.

- Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles figurent au bilan à leur coût de revient et sont amorties selon le mode linéaire, sur les durées de vie économique suivantes :

- Logiciels intégrés aux matériels de production 5 à 12 ans
- Autres logiciels 1 à 5 ans

1.6.2 Immobilisations corporelles

Le Groupe a retenu, pour les immobilisations corporelles le modèle d'évaluation du coût historique.

Les immobilisations corporelles figurent au bilan au coût historique amorti, sous déduction des amortissements. L'approche par composants a été appliquée en fonction du caractère dissociable et identifiable de chaque élément en y affectant sa propre durée d'utilisation estimée.

- Valeurs brutes

Immeubles d'exploitation

En application des options offertes par la norme IFRS 1, la société a choisi, pour les immeubles d'exploitation, de retenir leur juste valeur au 1er mai 2004 comme coût présumé à cette date. Les immeubles d'exploitation ont donc été évalués au 1er mai 2004, date de première application des normes IFRS, à leur juste valeur déterminée par un expert immobilier indépendant, à l'exception de l'ensemble immobilier de la filiale Data One qui, compte tenu de son achèvement récent et de ses propres spécificités, a été maintenu à son coût de revient d'origine. Cette valeur a été retenue comme coût historique amorti.

Tous les immeubles ont fait l'objet d'une répartition par composants.

Autres immobilisations corporelles

Les autres immobilisations corporelles figurent au bilan pour leur coût d'acquisition. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation.

- Amortissements

Les immobilisations corporelles, à l'exception des terrains (non amortissables), font l'objet d'un amortissement linéaire sur la durée de vie économique pour chaque catégorie de biens, avec des valeurs résiduelles à zéro compte tenu de leur caractère difficilement mesurable.

Les plans d'amortissement ont été recalculés au 1er mai 2004, date de 1ère application des normes IFRS, selon la méthode rétrospective pour l'ensemble des immobilisations corporelles, à l'exception des immeubles d'exploitation retenus sur la base du coût présumé à la date du bilan d'ouverture.

Les durées d'utilisation retenues sont les suivantes :

◦ Terrains	non amortissables
◦ Agencements de terrains	
* VRD	25 à 50 ans
* Espaces verts	20 à 40 ans
◦ Constructions par composants :	
* Gros œuvre	30 à 50 ans
* Charpente	30 à 50 ans
* Bardage	35 à 40 ans
* Couverture, étanchéité	5 à 25 ans
* Menuiserie, métallerie	25 à 40 ans
* Electricité, chauffage, plomberie	5 à 20 ans
* Aménagements de bureaux	10 à 25 ans
* Portails, clôtures	10 à 20 ans
◦ Matériels et outillages	5 à 12 ans
◦ Installations générales	5 à 10 ans
◦ Matériels de transport	3 à 4 ans
◦ Matériels de bureaux	2 à 8 ans
◦ Mobiliers de bureaux	8 ans

Les biens, dont le groupe a la disposition par un contrat de crédit bail ou par un contrat de location financement, sont traités dans le bilan et le compte de résultat consolidés comme s'ils avaient été acquis par emprunt.

- Immeubles de placement

Compte tenu de la sortie de la société Dinexis du périmètre de consolidation, les immeubles détenus par le Groupe et loués à la société Dinexis ont été reclassés au 1er Mai 2007 sous la rubrique « Immeubles de Placement ».

Le Groupe a retenu, pour les immeubles de placement, le modèle d'évaluation au coût historique amorti.

Les plans d'amortissement précédemment appliqués n'ont pas été modifiés.

1.6.3 Actifs financiers

Les actifs financiers comprennent les titres de participation et les prêts et créances financiers.

Les titres de participation qui se composent pour l'essentiel de la participation au capital de la société Tagg Informatique (détenue à 19.62 %, sur laquelle le groupe n'exerce pas d'influence notable, et donc non consolidée) sont évalués, non pas en juste valeur, mais en coût historique, s'agissant d'une société non cotée dont la juste valeur ne peut pas être déterminée de façon précise. Ils font l'objet d'une dépréciation si nécessaire.

Les prêts et créances financiers sont évalués au coût amorti. Ils font l'objet d'une dépréciation dès qu'il existe une perte de valeur.

1.6.4 Stocks et en-cours de prestations

Les stocks sont évalués selon la méthode dite du coût unitaire moyen pondéré et comprennent les coûts d'achats et frais accessoires s'agissant d'éléments fongibles.

Les prestations en cours sont valorisées au coût de revient.

1.6.5 Créances clients

Les créances clients sont enregistrées à leur valeur nominale.

Les créances considérées comme douteuses font l'objet de dépréciations déterminées en fonction de leur risque de non recouvrement. En cas de dépôt de bilan, les créances sont dépréciées en totalité.

1.6.6 Trésorerie et équivalents trésorerie

La trésorerie comprend les liquidités en comptes bancaires, les parts d'OPCVM de trésorerie, et les placements à court terme ne présentant pas de risque de changement de valeur et dont la date de réalisation à leur date d'acquisition est inférieure à trois mois.

Les parts d'OPCVM de trésorerie sont évaluées à leur juste valeur à la date de clôture.

1.6.7 Options de souscription ou d'achat d'actions

Le Groupe n'a pas mis en œuvre ces types de plans.

1.7 Bilan Passif

1.7.1 Actions auto détenues

Les actions auto détenues sont inscrites pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres.

1.7.2 Provisions pour risques et charges

1.7.2.1 Provisions pour engagements de retraite et indemnités de fin de carrière

Les engagements de retraites sont comptabilisés selon IAS 19 et sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté et la probabilité de présence à la date de départ à la retraite. Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées). La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements couverts par les contrats d'assurance souscrits à cet effet.

Il n'est pas tenu compte d'un taux d'inflation ni d'un taux de rémunération futur des fonds de couverture. Les écarts actuariels sont comptabilisés directement en résultat.

1.7.2.2 Autres provisions pour risques et charges

Les autres provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face à des sorties de ressources probables au profit de tiers, sans contrepartie pour le groupe.

Elles comprennent notamment des provisions destinées à faire face à des risques et litiges de nature fiscale, des risques industriels et des risques sociaux.

Elles sont estimées en tenant compte des hypothèses les plus probables.

Les provisions pour risques et charges sont classées selon leur durée probable de dénouement en passifs non courants ou en passifs courants.

1.7.3 Impôts différés

Les impôts différés sont calculés sur toutes les différences temporaires entre la base fiscale et la base comptable consolidée des actifs et passifs, selon une approche bilantielle avec application du report variable.

Ils sont évalués en utilisant le taux d'impôt et les règles fiscales en vigueur à la clôture de chaque période et applicables lorsque les différences temporaires se résorberont.

1.7.4 Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières sont évalués suivant la méthode du coût amorti.

Les emprunts et dettes financières à moyen et long terme à l'origine sont présentés dans les passifs non courants pour la quote-part exigible à plus d'un an.

La part à moins d'un an des emprunts et des dettes financières à court terme sont présentés dans les passifs courants.

Aucun emprunt n'est assorti de clause de covenants.

1.7.5 Subventions publiques

Les subventions obtenues liées à des investissements sont inscrites au bilan en produits différés.

Ces subventions sont rapportées au résultat au même rythme que l'amortissement des biens qu'elles ont contribué à financer.

NOTE 2. INFORMATIONS RELATIVES AU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

2.1 Périmètre

Dénomination	Pays	%	Adresse	Siren	Date de création	Consolidation	
						07/08	08/09
GROUPE DIFFUSION PLUS SA Société Consolidante	France		Hameau de Caër 27930 NORMANVILLE	333 500 346	26/08/1985	IG	IG
DIFFUSION PLUS SAS	France	100	Les Champs Chouette 27600 SAINT-AUBIN SUR GAILLON	392 704 516	01/11/1993	IG	IG
EMISSAIRES SAS	France	100	380 rue de l'Appel du 18 juin 1940 94190 VILLENEUVE SAINT-GEORGES	389 253 972	01/11/1992	IG	IG
DATA ONE SARL	France	100	Les Champs Chouette 27600 SAINT-AUBIN SUR GAILLON	422 165 670	01/04/1999	IG	IG
NORD SOUS FILM SAS	France	100	Pavé de Stemberg ZA du Blaton 59126 LINSELLES	333 591 816	27/09/1985	IG	IG
LA PARISIENNE DE ROUTAGE SAS	France	100	20 rue des Marronniers 94240 L'HAY LES ROSES	382 864 403	11/07/1991	IG	IG
GOCAD SERVICES SAS	France	51	2, Avenue de la Cristallerie 92310 SÈVRES	479 661 704	01/11/2004	IG	IG
FIDBACK AGENCE SAS	France	51	2, Avenue de la Cristallerie 92310 SÈVRES	502 849 300	01/03/2008		IG
PORENVEL SA	Portugal	100	Rua do trabalho n° 10 2745-588 BARCARENA	"971 795 630"	01/11/1991	IG	
MAILTEC DIFUSION SL	Espagne	55	Riera de Caldes 08800 VILANOVAI LA GERTRU	"B61 598 827"	30/04/1998	IG	IG
SCI LES SPIRÉES	France	99,9	Hameau de Caër 27930 NORMANVILLE	340 686 237	01/01/1987	IG	IG
SCI POUR L'EUROPE	France	87	RN 154 27930 NORMANVILLE	344 424 791	18/03/1988	IG	IG
SCI PROVENCE	France	99,9	380 rue de l'Appel du 18 juin 1940 94190 VILLENEUVE SAINT-GEORGES	348 609 066	02/11/1988	IG	IG
SCI ESPACE	France	99,9	Route de Rouen 27930 NORMANVILLE	391 089 547	28/04/1993	IG	IG
SCI LA GROSSE REMISE	France	99,9	2 rue de l'Industrie 27930 GRAVIGNY	402 539 944	09/10/1995	IG	IG

(*) IG : Intégration globale

2.2 Variations de périmètre

2.2.1 Exercice 2008-2009

- 1) Sortie de périmètre de la société Porenvel.

- 2) La société Porenvel a été cédée le 27 août 2008 avec effet au 1^{er} mai 2008 (cf supra S 12 Évènements significatifs de la période)

2.2.2 Exercice 2007-2008

- 1) Entrée de la société Fidback SAS dans le périmètre de consolidation.

En mars 2008, la société Fidback CRM Services a cédé son fonds de commerce " d'agence de fabrication " à la société Fidback qui a été créée à cet effet et dont nous détenons 51% du capital.

La société Fidback CRM Services a ensuite changé de dénomination sociale pour prendre la dénomination Gocad Services.

- 2) Augmentation de pourcentage d'intérêt sans changement de méthode de consolidation.

En juillet 2007, la société Groupe Diffusion Plus a acquis 30% des titres de la SCI les Spirées portant ainsi le pourcentage d'intérêt de 70 % à 99.99 %.(cf Tableau de variation des capitaux propres)

En février 2008, la société Groupe Diffusion Plus a acquis 17% des titres de la SCI pour l'Europe portant ainsi le pourcentage d'intérêt de 70 % à 87 %.(cf Tableau de variation des capitaux propres)

- 3) Sortie de périmètre de la société Dinexis.

95% du capital de la société Dinexis a été cédé le 27 juillet 2007 avec effet au 1^{er} mai 2007 dans les conditions prévues au 30 avril 2007 .

3.1 Chiffre d'affaires

En K€	31/10/2008	31/10/2007	30/04/2008
Prestations de services	45 456	43 712	89 871
Loyers des immeubles de placement	505	561	1 295
Total	45 961	44 273	91 166

3.2 Achats consommés et charges externes

En K€	31/10/2008	31/10/2007	30/04/2008
Achats stockés	4 515	4 633	9 487
Variation de stocks	-49	-81	-169
Sous-traitance	2 844	2 629	5 013
Achats non stockés	944	1 016	2 311
Loyers	1 298	1 416	3 167
Entretien maintenance	2 280	2 132	4 367
Assurances	303	371	734
Personnels intérimaires (*)	3 890	4 657	8 587
Honoraires	686	528	1 074
Transports	1 672	1 286	3 179
Autres charges externes	942	1 352	2 481
Total	19 326	19 938	40 232

(*) *Personnels intérimaires*

En K€	31/10/2008	31/10/2007	30/04/2008
Groupe Diffusion Plus		23	23
Diffusion Plus	2 181	2 944	5 442
Emissaires	593	350	751
Data One	813	646	1 175
La Parisienne de Routage	56	71	132
Gocad Services	13		12
Fidback	5	12	1
Porenvel		1	1
Mailtec Difusion	83	334	585
Nord sous Film	148	275	466
Total	3 890	4 657	8 587

3.3 Impôts et taxes

En K€	31/10/2008	31/10/2007	30/04/2008
Impôts et taxes sur rémunérations	283	270	558
Taxe professionnelle	794	642	1 449
Autres impôts et taxes	448	406	712
Total	1 525	1 319	2 720

3.4 Frais de personnel

En K€	31/10/2008	31/10/2007	30/04/2008
Salaires et traitements	11 617	11 385	23 178
Charges sociales	4 759	4 520	9 594
Participation des salariés	98	211	543
Variation provision indemnité de retraite	610	39	132
Total	17 084	16 156	33 447

3.4.1 Salaires et traitements

En K€	31/10/2008	31/10/2007	30/04/2008
Groupe Diffusion Plus	679	596	1 215
Diffusion Plus	5 292	5 200	10 494
Emissaires	1 087	1 113	2 253
Data One	2 022	1 884	3 866
La Parisienne de Routage	506	479	1 016
Gocad Services	510	683	1 300
Fidback	369		86
Porenvel		252	494
Mailtec	700	731	1 526
Nord sous Film	451	448	928
Total	11 617	11 385	23 178

3.4.2 Répartition de l'effectif moyen

	Personnel permanent	Personnel intérimaire	Total
Groupe Diffusion Plus	15		15
Diffusion Plus	512	141	653
Emissaires	78	30	108
Data One	148	50	198
La Parisienne de Routage	43	3	46
Gocad Services	25		25
Fidback	15		15
Mailtec	75	3	78
Nord sous Film	50	9	59
Total	961	236	1 197

3.4.3 Ventilation de l'effectif moyen par catégorie

	31/10/2008	31/10/2007	30/04/2008
Cadres	87	86	88
Agents de maîtrise	77	67	66
Employés	138	154	136
Ouvriers	895	1 008	1 003
Total	1 197	1 315	1 293

3.4.4 Participation des salariés

	31/10/2008	31/10/2007	30/04/2008
Diffusion Plus	45	120	334
Emissaires	26	50	120
Nord sous Film	0	18	38
La Parisienne de Routage	27	23	51
Total	98	211	543

3.5 Amortissements, dépréciations et provisions

En K€	31/10/2008	31/10/2007	30/04/2008
Dotations aux amortissements	4 696	4 530	9 144
*sur immobilisations incorporelles	578	527	1 082
*sur immobilisations corporelles	3 800	3 685	7 423
*sur immeubles de placement	319	319	638
Dépréciations et provisions	602	394	604
* Dépréciations			
- sur créances douteuses	36	231	230
- sur stocks	10	11	80
- sur éléments financiers	554	51	236
* Provisions pour risques et charges	2	100	57
* Autres			
Total	5 298	4 924	9 748

3.6 Autres produits et charges d'exploitation

	31/10/2008	31/10/2007	30/04/2008
Variations des travaux en cours	-22	60	316
Production immobilisée	105	33	33
Dividendes	0	0	0
Plus ou moins values de cessions d'actifs incorporels ou corporels	102	-52	-18
Subventions d'investissements reprises en résultat	31	32	61
Pertes nettes sur créances			-57
Divers	10	-16	84
Total	226	56	419

3.7 Autres produits et charges non courants

	31/10/2008	31/10/2007	30/04/2008
Provision pour risque pertes financières		-66	-66
Dotation dépréciation écart acquisition Porenvel			-183
Dotation dépréciation immobilisations			-67
Dotation dépréciation immeubles de placement			-600
Total		-66	-916

Au 30/04/2008 ces charges se composaient principalement :

- D'une dépréciation de 600 K€ d'un immeuble de placement consécutive à une nouvelle évaluation confiée à un agent immobilier dans le cadre de la recherche d'un nouveau locataire ou, le cas échéant, d'un acquéreur.
- D'une dépréciation de l'écart d'acquisition de la société Porenvel de 183 K€ et d'une dépréciation d'actifs de 67 K€ consécutives à la valeur de cession de cette société le 27 août 2008 (cf. supra § 1.2.1).

3.8 Coût financier

En K€	31/10/2008	31/10/2007	30/04/2008
Coût de l'endettement financier	-628	-652	-1 041
Autres charges financières	-41	-45	-85
Produits financiers	160	202	429
Total	-509	-495	-698

3.9 Charges d'impôts

3.9.1 Comptes sociaux

En K€	31/10/2008	31/10/2007	30/04/2008
Groupe Difusion Plus(IF) (1)	242	-67	90
Diffusion Plus (IF)	140	277	746
Emissaires (IF)	53	100	250
Data One (IF)	29	15	33
La Parisienne de Routage	61	49	112
Porenvel		3	6
Nord sous Film	2	37	78
Mailtec Difusion			
Gocad Services			53
Fidback	55		14
SCI Grosse Remise	27	25	51
Total	610	439	1 432

(1)(IF) intégration fiscale de Groupe Diffusion Plus SA

3.9.2 Synthèse totale de la charge d'impôt

En K€	31/10/2008	31/10/2007	30/04/2008
Résultat avant impôts	2 445	1 432	3 824
Charge d'impôts comptes sociaux	610	439	1 432
Provision pour impôts		-290	-290
Différences temporaires	-115	72	-145
Retraitements de consolidation	466	321	540
Charge d'impôts sur retraitements (note 4.14)	351	393	394
Charge totale d'impôts	961	542	1 537
Résultat net	1 484	890	2 288

3.9.3 Preuve d'impôt

En K€	31/10/2008	31/10/2007	30/04/2008
Résultat net	1 484	890	2 288
Charge d'impôts	961	542	1 537
Résultat avant impôts	2 445	1 432	3 824
Retraitements			
Déficits non activés		30	
Utilisation de déficits non activés			
- Gocad Services (Fidback CRM Services)		-36	
Différences permanentes			
- Dépréciation de titres		53	111
- Charges non déductibles	99	94	183
- Quote part de frais et charges sur dividendes	24	15	15
Dépréciation non déduite fiscalement 30/04/08			250
Résultat fiscal théorique	2 568	1 588	4 384
Taux d'IS théorique	33,33%	33,33%	33,33%
Impôt théorique	856	529	1 461
Contribution additionnelle			14
Déficit non activé MAILTEC	80		45
Différentiels de taux	27		15
Autres écarts	-1	13	1
Charge d'impôt au compte de résultat	961	542	1 537

3.10 Résultat net part du Groupe par action

Le nombre moyen d'actions par période est le suivant :

En nombre d'actions	31/10/2008	31/10/2007	30/04/2008
Nombre total d'actions	1 224 000	1 224 000	1 224 000
Autocontrôle moyen	109 001	109 001	109 001
Nombre moyen d'actions en circulation	1 114 999	1 114 999	1 114 999

	Résultat net part du Groupe (K€)	Nombre d'actions	Résultat net part du Groupe par action (€)
* 31/10/2008	1 460	1 114 999	1,31
* 31/10/2007	904	1 114 999	0,81
* 30/04/2008	2 295	1 114 999	2,06

NOTE 4. INFORMATIONS SUR LES POSTES DU BILAN CONSOLIDÉ

4.1 *Écarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles.*

En K€	31/10/2008	31/10/2007	30/04/2008
Écarts d'acquisition :	263	446	263
Valeurs brutes écarts d'acquisition :	263	446	446
*Porenvel		183	183
*Nord sous Film	263	263	263
Dépréciation écarts d'acquisition :			-183
*Porenvel			-183
Autres immobilisations incorporelles :	2 277	2 435	2 590
Logiciels :	6 833	5 775	6 610
*Amortissements	-4 643	-3 527	-4 076
Immobilisations en cours	87	186	56
Avances sur immobilisations incorporelles			
Total	2 540	2 881	2 853

4.2 *Immobilisations corporelles*

En K€	31/10/2008	31/10/2007	30/04/2008
Terrains et aménagements	3 152	3 139	3 152
*Amortissements cumulés et dépréciations	-458	-330	-393
Constructions et agencements	26 477	26 173	26 297
*Amortissements cumulés et dépréciations	-3 623	-2 557	-3 146
Matériels, outillages et aménagements	61 676	59 404	62 152
*Amortissements cumulés et dépréciations	-36 919	-33 086	-34 965
Autres immobilisations corporelles	7 594	6 044	6 066
*Amortissements cumulés et dépréciations	-4 415	-3 952	-4 255
Immobilisations corporelles en cours	852	708	334
Avances sur immobilisations corporelles	42		67
Total	54 379	55 541	55 307

4.3 Variation des immobilisations incorporelles et corporelles

4.3.1 Variations des valeurs brutes

En K€	Montants début période	Augmentations	Diminutions	Montants fin de période
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Écarts d'acquisition sur titres	446		183	263
Concessions, logiciels...	6 610	232	9	6 833
Immobilisations en cours	55	32		87
Avances sur immobilisations				0
Sous-total	7 111	263	191	7 183
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains et aménagements	3 152			3 152
Constructions bâtiments et aménagements	26 297	191	11	26 477
Matériels et outillages	62 152	898	1 374	61 676
Installations générales	1 784	5	53	1 736
Autres immobilisations corporelles	4 282	1 760	184	5 859
Immobilisations en cours	334	518		852
Avances sur immobilisations	67		25	42
Sous-total	98 067	3 373	1 646	99 794
TOTAL	105 178	3 636	1 837	106 977

4.3.2 Variations des amortissements et dépréciations

En K€	Montants début période	Augmentations	Diminutions	Montants fin de période
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Écarts d'acquisition sur titres	183		183	0
Concessions, logiciels...	4 076	578	10	4 643
Sous-total	4 258	578	192	4 643
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains et aménagements	393	64		458
Constructions bâtiments et aménagements	3 146	550	73	3 623
Matériels et outillages	34 965	2 850	896	36 919
Installations générales	1 223	47	39	1 232
Autres immobilisations corporelles	3 032	290	138	3 183
Sous-total	42 760	3 801	1 146	45 415
TOTAL	47 018	4 379	1 339	50 058

4.4 Immeubles de placement

4.4.1 Variations des valeurs brutes

En K€	30 04 2008	Augmentations	Diminutions	31 10 2008
IMMEUBLES DE PLACEMENT				
Terrains et aménagements	1 347			1 347
Constructions bâtiments et aménagements	11 959			11 959
TOTAL	13 306			13 306

4.4.2 Variations des amortissements et dépréciations

En K€	30 04 2008	Augmentations	Diminutions	31 10 2008
IMMEUBLES DE PLACEMENT				
Terrains et aménagements	0			0
Constructions bâtiments et aménagements	3 151	319		3 470
TOTAL	3 151	319		3 470

4.4.3 Juste valeur des immeubles de placement :

La juste valeur des immeubles de placement est détaillée dans le tableau suivant :

au 31 10 2008	valeurs brutes	amortissements	valeurs nettes	valeurs Expertises 2007/2008
IMMEUBLES DE PLACEMENT				
Immeuble Europe	4 288	847	3 441	4 414
Immeuble Grosse Remise	3 570	962	2 608	3 966
Immeuble Espace	5 448	1 662	3 786	3 900
TOTAL	13 306	3 470	9 836	12 280

4.5 Actifs financiers

En K€	31/10/2008	31/10/2007	30/04/2008
Titres de participation			
- Tagg Informatique	567	567	567
- Divers (1)	3	63	3
Autres actifs financiers			
- Créances sur participations	1 722	1 367	1 685
- Dépréciations créances sur participations	-1 282	-1 187	-1 311
- Prêts au personnel	48	43	47
- Dépôts et cautionnements	185	160	154
- Autres		22	
Sous-total	1 242	1 034	1 144
Dont actifs destinés à être cédés			
Total	1 242	1 034	1 144

(1) Dont Participations Regroup Eure et Regroup Nord 75 K€ totalement dépréciées.

4.6 Impôts différés actifs

En K€	31/10/2008	31/10/2007	30/04/2008
Impôts différés actifs (infra §4.15)	15	76	17
Total	15	76	17

4.7 Stocks et en-cours de production

En K€	31/10/2008	31/10/2007	30/04/2008
Matières et autres approvisionnement stockés	2 602	2 532	2 586
Dépréciations	-219	-140	-153
En cours de production	1 282	1 045	1 301
Dépréciations			-55
Sous-total	3 665	3 438	3 679
Dont actifs destinés à être cédés			
Total	3 665	3 438	3 679

4.8 Clients et comptes rattachés

En K€	31/10/2008	31/10/2007	30/04/2008
Créances clients	39 579	39 375	39 850
Dépréciations	-378	-759	-496
Sous-total	39 201	38 617	39 354
Dont actifs destinés à être cédés			
Total	39 201	38 617	39 354

4.9 Autres créances

En K€	31/10/2008	31/10/2007	30/04/2008
Autres débiteurs	1 212	1 146	1 086
Créances sociales	540	491	79
État, impôts et TVA	2 374	2 011	2 092
Charges constatées d'avance	1 034	1 048	1 025
Autres	628	405	1 063
Provision dépréciation autres créances	-167	-137	-167
Sous-total	5 622	4 964	5 178
Dont actifs destinés à être cédés			
Total	5 622	4 964	5 178

4.10 Créances d'impôts exigibles

En K€	31/10/2008	31/10/2007	30/04/2008
Créances d'impôts exigibles	89		
Total	89		

4.11 Trésorerie et équivalents trésorerie

En K€	31/10/2008	31/10/2007	30/04/2008
Valeurs mobilières de placement	4 353	8 340	5 299
Comptes bancaires et autres disponibilités	1 574	2 302	3 318
Sous-total	5 927	10 642	8 617
dont actifs destinés à être cédés			
Total	5 927	10 642	8 617

4.12 Actifs destinés à être cédés

Néant

4.13 Capitaux propres, part du Groupe

Information sur le capital

- Capital social : le capital se compose de 1 224 000 actions de 1,65 euros.
- Titres auto détenus :

Un programme de rachats d'actions Groupe Diffusion Plus a été autorisé par l'assemblée générale des actionnaires le 27 septembre 1999, cette autorisation a été renouvelée depuis, lors de chaque assemblée générale dont la dernière s'est tenue le 15 octobre 2008.

Au cours de l'exercice 2007-2008 la société n'a procédé à aucune acquisition ni cession de ces titres.

Au 30 avril 2008 l'autocontrôle s'élevait à 109 001 actions soit 8,91% du capital.

L'ensemble de ces actions (109 001) est porté en diminution des capitaux propres consolidés, sur la base du coût historique cumulé.

L'assemblée générale mixte du 15 octobre 2008 a autorisé, pour une durée de 24 mois, la réduction du capital social par annulation de tout ou partie des actions acquises, dans le cadre du programme de rachat d'actions propres, par la société elle-même, en application de l'article L.225-209 du code de commerce dans la limite de 10%. Cette autorisation n'a pas été utilisée au cours du premier semestre de l'exercice 2008- 2009.

4.14 Provisions pour risques et charges

4.14.1 Soldes à la clôture

En K€	31/10/2008	31/10/2007	30/04/2008
Passifs non courants			
Provisions pour engagements de retraite	920	217	310
Autres provisions	66	66	66
Sous-total	986	283	376
Passifs courants			
Provisions pour risques et charges	137	195	135
Provisions pour risques financiers			
Sous-total	137	195	135
Total	1 123	478	511
Dont passifs destinés à être cédés			
Total	1 123	478	511

4.14.2 Provisions pour engagements de retraite

Les engagements de retraite envers le personnel sont d'un montant peu significatif du fait de la jeunesse des sociétés du groupe, de la forte rotation observée des effectifs et de l'ancienneté relativement faible des salariés.

Les provisions pour engagements de retraite se décomposent comme suit :

En K€	31/10/2008	31/10/2007	30/04/2008
Engagements calculés	1 147	435	537
Actifs de couverture	227	220	227
Charges constatées d'avance		1	
Provisions pour engagements	920	217	310

La convention collective dont dépend le Groupe Diffusion Plus fixe le montant de l'indemnité de fin de carrière des salariés à 50% du montant de l'indemnité légale de licenciement.

La loi n° 2008-596 du 25 juin 2008 portant modernisation du marché du travail a doublé le mode de calcul de l'indemnité légale de licenciement et le Groupe a, par conséquent, doté un complément de provision pour engagement retraite de 610 K€ au 31 octobre 2008.

4.14.3 Variation de l'exercice des provisions pour risques et charges

En K€	30/04/08	Dotations	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	31/10/08
Passifs non courants	376	610			986
Provisions pour engagements de retraite	310	610			920
Autres provisions	66				66
Passifs courants	135	41	10	29	137
- Provisions pour risques financiers					
- Provisions pour litiges fournisseurs	10				10
- Provisions pour litiges clients	2	4			6
- Autres provisions	124	37	10	29	121
Total	511	651	10	29	1 123

4.15 Impôts différés passif

En KE		Impôts différés Actif (+) Passif (-)			Augmentat ^o (+)
Origine	Nature	30/04/2008	changement de périmètre	31/10/2008	Diminut ^o (-) de charge d'impôts
Différences temporaires	Organic	75		51	25
	Participation	181		136	45
	Provision retraite	103		307	-203
	Déficit reportable				
	Autres provisions	272		248	23
	Divers	4		8	-5
	Sous-total	635		750	-115
Retraitements de consolidation	Crédits-bails et locations	-12 000		-12 203	203
	Dépréciation neutralisée			-33	33
	Plus values de cessions	17		15	2
	Divers	333		139	195
	Amortissements dérogatoires	-66		-99	33
	Sous-total	-11 716		-12 182	466
	TOTAL NET	-11 081		-11 432	351
	Dont solde ISD Actif	17		15	
	Dont solde ISD Passif	-11 098		-11 447	

4.16 Emprunts et dettes financières

4.16.1 Dettes par nature

En K€	31/10/2008			31/10/2007			30/04/2008		
	Non Courants	Courants	Total	Non Courants	Courants	Total	Non Courants	Courants	Total
Emprunts	13 246	7 251	20 497	13 699	7 726	21 425	14 449	8 059	22 508
Intérêts courus sur emprunts		1	1		1	1		1	1
Participation des salariés	506	52	558	595	75	670	280	67	346
Int. courus sur participation		12	12		17	17			
Découverts bancaires		165	165		393	393		0	0
TOTAL	13 752	7 481	21 233	14 294	8 212	22 506	14 729	8 127	22 856
dont destinés à être cédés									
TOTAL	13 752	7 481	21 233	14 294	8 212	22 506	14 729	8 127	22 856

4.16.2 Dettes par maturité

En K€	31/10/2008	31/10/2007	30/04/2008
Inférieures à 1 an	7 481	8 212	8 127
De 1 à 5 ans	13 654	13 541	14 315
Supérieures à 5 ans	98	752	414
Sous-total	21 233	22 506	22 856
dont passifs destinés à être cédés			
Total	21 233	22 506	22 856

4.16.3 Variation des emprunts

En K€	31/10/2008	31/10/2007	30/04/2008
Emprunts souscrits	2 402	939	6 087
Emprunts remboursés	4 413	6 333	8 588
Augmentation dettes de participation des salariés	308	187	205
Remboursement de participation des salariés	96	257	401

4.17 Nantissement de dettes

Toutes les dettes d'emprunts sont assorties de nantissements sur les biens qu'elles financent.

4.18 Instruments financiers

4.18.1 Risque de change

L'ensemble des opérations du Groupe est libellé en euros.

4.18.2 Risque de taux sur emprunts

En K€	31/10/2008	31/10/2007	30/04/2008
En-cours taux fixe	14 769	12 034	15 043
En-cours taux variable sur T4M	747	1 809	1 277
En-cours taux variable sur EURIBOR 3 mois	3 786	5 877	4 744
En-cours taux variable sur EONIA		12	
En-cours taux révisable sur CODEVI	1 195	1 693	1 445
TOTAL	20 497	21 425	22 508

4.19 Autres dettes non courantes

En K€	31/10/2008	31/10/2007	30/04/2008
Intérêts minoritaires Mailtec Difusion (1)	147	137	147
Dépôts et cautionnements reçus	112	171	173
Total	259	308	320

(1) Ces intérêts minoritaires correspondent à l'engagement d'achat à première demande des parts détenues par un actionnaire minoritaire de Mailtec Difusion sur la base de la situation nette comptable et d'une valeur minimum au nominal.

Le comité d'interprétation a confirmé qu'en application du § IAS 32-33, il convient de constater une dette financière dès lors que l'entreprise encoure une obligation de payer en numéraire l'acquisition de titres d'une société contrôlée détenus par des actionnaires minoritaires, même si cette obligation est conditionnée au fait qu'un tiers exerce l'option qui lui a été accordée.

4.20 Fournisseurs et comptes rattachés

En K€	31/10/2008	31/10/2007	30/04/2008
Fournisseurs	9 359	9 920	8 705
Factures non parvenues	1 322	1 476	1 677
Sous-total	10 681	11 397	10 382
Dont passifs destinés à être cédés			
Total	10 681	11 397	10 382

4.21 Autres dettes courantes

En K€	31/10/2008	31/10/2007	30/04/2008
Dettes sociales	6 700	6 343	6 390
Dettes fiscales (hors impôts exigibles)	959	806	1 063
TVA	6 142	5 160	5 809
Fournisseurs d'immobilisations	627	333	304
Avoirs à établir - Avances sur commandes	4 020	5 466	3 155
Clients créditeurs	3 199	2 543	2 787
Affranchissements à payer auprès de La Poste	12 662	18 528	16 925
Autres créditeurs	291	1 063	844
Sous-total	34 600	40 242	37 278
dont passifs destinés à être cédés			
Total	34 600	40 242	37 278

4.22 Dettes d'impôts exigibles

En K€	31/10/2008	31/10/2007	30/04/2008
Impôts à payer	0	106	1 021

4.23 Produits différés

En K€	31/10/2008	31/10/2007	30/04/2008
Subventions publiques	1 276	1 335	1 305
- Crédit bail immobilier Diffusion Plus	852	894	873
- Crédit bail immobilier Data One	423	440	432
- Autres subventions		1	0
Autres produits différés	58	81	66
Total	1 334	1 416	1 372

La subvention de 1 524K€ à l'origine concernant le crédit bail immobilier Diffusion Plus représentant un montant net d'amortissements de 1 042 k€ au 01/05/2004 (date de passage aux IFRS) fait l'objet pour le solde d'un amortissement sur la durée moyenne des principaux composants.

La méthode rétrospective a été appliquée pour le plan d'amortissement de la subvention obtenue de 535 K€ à l'origine concernant le crédit bail immobilier Data One.

4.24 Passifs destinés à être cédés

Néant

NOTE 5. INFORMATIONS DIVERSES

5.1 Informations concernant les organes de direction et d'administration

- Rémunérations des organes de direction et d'administration : les rémunérations brutes versées au titre de ce semestre (hors frais de déplacements) ont été de 262 K€.
- Il n'a pas été versé de jetons de présence aux membres du conseil d'administration.
- Comme tous les cadres de la société, les dirigeants bénéficient d'une retraite complémentaire article 83 payée par la société.
- Messieurs Daniel FERRAND et Philippe MISEREY, directeurs généraux délégués de Groupe Diffusion Plus SA, bénéficient, en cas de révocation de fonction ou bien en cas de changement dans le management de la société ou encore en cas de limitations importantes de leurs attributions de mandataire entraînant leur départ, d'une indemnité à titre de dommages et intérêts égale à 24 mois de rémunération brute mensuelle de base pour chacun d'eux.
- Monsieur Stéphane PIERRE, directeur général de Gocad Services SAS, bénéficie dans des conditions semblables d'une indemnité égale à douze mois de sa rémunération brute mensuelle de base.

5.2 Périmètre de l'intégration fiscale

Liste des sociétés membres du Groupe
(Article 46 quater O ZK de l'annexe III CGI)

<u>Société mère</u>	SA GROUPE DIFFUSION PLUS Hameau de CAER - 27930 NORMANVILLE
<u>Filiale n°1</u>	SAS EMISSAIRES 380 Rue de l'appel du 18 juin 1940 ZAC des prés de l'hôpital - 94190 VILLENEUVE SAINT GEORGES
<u>Filiale n°2</u>	SAS DIFFUSION PLUS Les champs chouette - 27600 SAINT AUBIN SUR GAILLON
<u>Filiale n°3</u>	SARL DATAONE Les champs chouette - 27600 SAINT AUBIN SUR GAILLON

NOTE 6. INFORMATION SECTORIELLE

6.1 Information par secteur d'activité

Le groupe exerce une activité unique.

6.2 Information par zone géographique

Le groupe exerce 96% de son activité en France et est également présent en Espagne.

Toutes ses activités sont donc concentrées dans la zone européenne.

NOTE 7. ENGAGEMENTS HORS BILAN

7.1 *Dettes garanties par des sûretés réelles* (en K€)

Il s'agit des sûretés hypothécaires sur les constructions et des nantissements sur les matériels et outillages.

	Dettes garanties	Montant des sûretés
Emprunts et dettes auprès des organismes financiers		
- sur immeubles	4 212	4 212
- sur matériels	13 220	13 220
Total	17 433	17 433

7.2 *Droit individuel à la formation (DIF)*

Engagements en matière de droits individuels à la formation :

- droits acquis au titre du DIF : 67 433 heures